

civisme et éviter peut-être plus tard des mesures plus draconiennes.

Le ministère collaborera étroitement avec les provinces et les territoires pour établir des mesures volontaires de limitation de la demande de pétrole, pour établir des plans, particulièrement dans le domaine des transports, et pour montrer l'exemple. Grâce aux réunions régulières du Conseil consultatif interprovincial de l'énergie, nous maintiendrons de bonnes communications entre les deux paliers de gouvernement.

Je voudrais conclure, monsieur le Président, en disant que la situation dans le golfe Persique devrait tous nous rappeler que nous vivons dans un monde où règne d'incertitude. Ce que nous trouvons tout naturel aujourd'hui peut poser demain un grand dilemme.

Le gouvernement du Canada a répondu à ces événements de la seule manière sensée, par une action collective avec nos partenaires internationaux, par une planification d'urgence efficace et en maintenant les programmes généraux sur l'énergie qui favorisent la souplesse et la croissance du secteur énergétique canadien.

Tous les Canadiens se rendent compte et reconnaissent, je pense, que nous sommes confrontés à un problème de grande envergure. L'isolationisme n'est pas la solution dans ce genre de crises pétrolières. En ces jours d'incertitude, le Canada participe à un problème mondial et nous devons apprendre à collaborer et à penser à l'échelle mondiale. Je suis convaincu que nous pouvons le faire, mais nous devons être prêts à accepter des mesures de coopération innovatrices qui permettront d'établir une solidarité exceptionnelle avec la collectivité internationale.

M. le Président: Questions ou commentaires. Le député de Dartmouth.

M. Ron MacDonald (Dartmouth): Monsieur le Président, j'ai écouté le ministre avec beaucoup d'intérêt et j'ai trouvé fort utile certains des renseignements qu'il nous a fournis, notamment en ce qui concerne notre secteur énergétique.

Pourtant, sans songer uniquement à le blâmer, je lui dirai aujourd'hui qu'il aurait pu nous communiquer ces renseignements un peu plus tôt si, agissant comme il l'aurait dû, le gouvernement s'était empressé de rappeler la Chambre sitôt informée de cette situation de crise.

Initiatives ministérielles

Nous serons appelés très prochainement à examiner beaucoup plus en profondeur certains aspects que le ministre a soulevés. J'éprouve certaines appréhensions. J'aimerais demander au ministre quels plans précis ses collègues et lui, ainsi que le ministère, ont mis en oeuvre au cas où certaines sociétés pétrolières voudraient vendre leur produit à un prix exorbitant en prétextant la crise qui existe dans le Golfe.

Chacun sait que dans le secteur énergétique international et tout particulièrement dans le secteur pétrolier, il existe plusieurs barèmes de prix. Le prix fixé est en fait un prix composite jugé équitable compte tenu des circonstances du moment.

La plupart des Canadiens ignorent s'ils payent un prix équitable, mais lorsqu'ils sont appelés à payer au détail des prix exorbitants, ils sont portés à croire que quelqu'un est en train de les extorquer.

J'aimerais, s'il en est capable, que le ministre me donne à moi, aux autres députés et à l'ensemble des Canadiens une idée des plans que lui-même et ses collègues des autres ministères, notamment celui des consommateurs et des sociétés, ont mis en oeuvre, pour que nous sachions qu'ils ne se contentent pas seulement de surveiller. Par ailleurs, je tiens à m'assurer qu'ils ont les moyens de le faire. Si, à l'examen, ils constataient que les prix sont injustes, à quel moment déclencheraient-ils leur plan d'action? Quels moyens mettraient-ils en oeuvre pour obliger les sociétés à réduire leur prix? Quelle pression pourraient-ils exercer sur les sociétés nationales et internationales qui oeuvrent dans le secteur pétrolier?

Je songe notamment aux provinces de l'Atlantique qui sont particulièrement vulnérables aux changements de prix au niveau international. Mis à part l'annonce faite l'autre jour et le projet de loi à l'étude à la Chambre, il n'y a aucune production pétrolière au Canada atlantique. Dans quelques années, nous en aurons grâce au projet Hibernia, du moins nous l'espérons. Actuellement, nous dépendons de la production pétrolière d'autres pays.

Comme je ne peux prendre la parole qu'une fois, je vais poser une deuxième question au ministre. Je voudrais savoir si la situation actuelle qui menace notre sécurité d'approvisionnement en pétrole porte le ministre à réexaminer du moins la position que son gouvernement semble avoir abandonnée relativement à une politique d'autosuffisance énergétique au Canada.

Je voudrais demander plus précisément au ministre s'il fera tout ce qu'il peut, maintenant que nous savons tous que la situation au Moyen-Orient est très explosive et risquée de le demeurer encore pendant des années et que